MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
N° 211 : du 1er au 30 avril 2025

Japon

Le Japon a entamé les 16 et 17 avril des négociations bilatérales « prioritaires » avec l'administration américaine

Forte volatilité des marchés financiers sur fond de renforcement du yen

JERA et Mitsui & Co. investissent 2,4 Mds USD dans la plus grande usine d'ammoniac bas carbone au monde en Louisiane (Etats-Unis)

Renault et Nissan redéfinissent à nouveau leur Alliance

L'Exposition Universelle d'Osaka a ouvert ses portes au public le dimanche 13 avril pour une durée de six mois

Le projet de loi sur l'intelligence artificielle a été adopté en première lecture par la Chambre basse du Parlement japonais

Corée du Sud

L'économie sud-coréenne continue de marquer le pas, tandis que les incertitudes extérieures s'amplifient

Entretien clé entre le gouvernement coréen par intérim et l'administration américaine

Les terres rares : nouveau terrain de tensions entre la Chine et la Corée du Sud

SK conforte son avance sur Samsung dans les semi-conducteurs pour l'intelligence artificielle

Les entreprises sud-coréennes se préparent à revenir en Russie

Hyundai renforce sa présence aux États-Unis malgré les tensions commerciales

Japon

Politiques économiques

Le Japon a entamé les 16 et 17 avril des négociations bilatérales « prioritaires » avec l'administration américaine, faisant face à des droits de douane effectifs de 25 % pour l'automobile, l'acier et l'aluminium, et à des droits de douane « réciproques » de 24 % (ramenés à 10 % dans le cadre d'un moratoire de 90 jours). Chargé de conduire les négociations, le ministre en charge de la Revitalisation économique, R. Akazawa, a directement échangé avec le président Trump (dont la présence a été annoncée à la dernière minute), S. Bessent (secrétaire du Trésor), J. Greer (représentant pour le Commerce extérieur) et H. Lutnick (secrétaire au Commerce) à Washington. En amont de ce cycle de négociation, l'administration américaine était restée floue sur ses priorités, mais avait évoqué trois sujets de tensions: (i) les irritants commerciaux (barrières tarifaires et non-tarifaires), (ii) la faiblesse du yen face au dollar, et (iii) l'asymétrie perçue des engagements en matière de Défense et de protection de l'archipel japonais. Le *Nomura Research Institute* estime que le maintien des droits de douane sectoriels, conjugué aux droits de douane « réciproques », pourrait induire une contraction de -0,71 % du PIB japonais en 2025, voire -1,4 % si le Japon ajustait rapidement ses flux commerciaux de manière à équilibrer la balance commerciale des Etats-Unis. En parallèle, le FMI a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour le Japon à 0,6 % pour 2025 (contre 1,1 % précédemment) et à 0,6 % pour 2026 (contre 0,8 %). Nikkei Asia, Financial Times, Nomura Research Institute

Marchés financiers

Forte volatilité des marchés financiers sur fond de renforcement du yen. Depuis fin mars, les marchés financiers japonais connaissent une forte volatilité, en réaction à la nouvelle politique commerciale de l'administration Trump. Deux secteurs ont enregistré des reculs importants : les dix constructeurs automobiles du *Nikkei 225* ont vu leurs cours chuter de plus de -10 % depuis leur plus haut, tandis que les dix groupes financiers de l'indice ont perdu près de 9% .Le yen quant à lui, s'est apprécié de +8,8 % par rapport au dollar US depuis l'investiture du président américain, passant brièvement sous le seuil des 140 JPY pour 1 USD le 22 avril, dans un contexte de d'investissement de la dette américaine, en faveur d'une réallocation vers les marchés asiatiques notamment. *Mizuho Securities* et *Nomura Securities* anticipant désormais une clôture annuelle de la paire à 133

JPY et 137,5 JPY respectivement. Selon une enquête récente de la Banque du Japon, le point mort des grands groupes exportateurs japonais se situerait à 127 JPY/1 USD. Nikkei Asia, Financial Times, Nikkei

Entreprises

JERA et Mitsui & Co. investissent 2,4 Mds USD dans la plus grande usine d'ammoniac bas carbone au monde en Louisiane (Etats-Unis). Le 9 avril dernier, les entreprises japonaises ont validé leur décision d'investir dans le projet à 4Mds USD « Blue Point » via une co-entreprise détenue à 40% par CF Industries (société américaine d'engrais et premier producteur d'ammoniac au monde), 35% par JERA (plus grande entreprise d'électricité du Japon) et 25% par Mitsui & Co (une des 7 grandes maisons de commerce japonaises). Située dans Ascension Parish, cette usine produira de l'ammoniac « bleu », c'est-à-dire de l'ammoniac conventionnel auquel sera adossé un dispositif de captage du CO_2 permettant d'éviter l'essentiel de ses émissions (95%). La construction devrait débuter en 2026 pour une mise en service en 2029 avec une production annuelle de 1,4 Mt d'ammoniac. La société 1PointFive assurera ensuite le transport et la séquestration des 2,3M de tonnes de CO_2 captées, dans son site Pélican en cours de développement en Louisiane. Chaque investisseur disposera d'une part du produit fini proportionnellement à sa participation dans le projet. JERA envisage d'exporter les 490 000 tonnes d'ammoniac qu'elle recevra principalement vers sa centrale thermique Hekinan au Japon à fins de co-combustion charbon-ammoniac – la société vise 20% de *co-firing* d'ici 2030, nécessitant 1M de tonnes d'ammoniac par an. Mitsui & Co. envisage de son côté d'exporter ses 350 000 tonnes d'ammoniac en priorité en Europe – mais également en Asie - anticipant une demande croissante des secteurs énergétique, industriel et maritime. JERA, Mitsui & Co, Reuters, Nikkei Asia

Renault et Nissan redéfinissent à nouveau leur Alliance. Dans un communiqué de presse datant du 31 mars dernier, les constructeurs ont annoncé une nouvelle recomposition capitalistique de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. Le seuil minimum de leurs participations croisées a été abaissé de 15% à 10%, offrant la possibilité de nouvelles cessions de participations au moment où Nissan en particulier cherche à générer des flux de trésorerie. Dans la même optique, Nissan a également annoncé un désengagement partiel de plusieurs projets communs. Renault acquiert les 51% détenus par Nissan dans la co-entreprise *Renault Nissan Automotive India Private Ltd* (RNAIPL), portant sa participation à 100%. Cette co-entreprise opère l'usine de Chennai, créée en 2010 qui représente une base d'exportation majeure, avec une capacité de production de 480 000 véhicules par an et 1,15 millions de véhicules exportés dans 108 pays depuis sa création. Nissan abandonne également son investissement dans

Ampère, le projet de Renault dédié aux véhicules électriques. L'investissement envisagé devait atteindre 600 M EUR (97,2 Mds JPY), soit environ 5 à 10 % du capital de cette entité. Enfin, les constructeurs ont annoncé le remplacement des membres de Renault au conseil d'administration de Nissan lors de la prochaine assemblée générale ordinaire en juin 2025. Les candidats proposés ne sont pas issus de Renault mais disposent d'une solide expérience dans la gestion de crise financière, alors que Nissan a enregistré une perte historique de 5 Mds USD pour l'année fiscale 2024. Certains analystes évoquent un risque de faillite à l'horizon 2026. Nikkei Asia

L'Exposition Universelle d'Osaka a ouvert ses portes au public le dimanche 13 avril pour une durée de six mois. L'événement a connu un démarrage prometteur avec 124 000 visiteurs le jour de l'ouverture, et plus d'un million de visiteurs enregistrés 13 jours plus tard. À titre de comparaison, lorsque le Japon avait accueilli l'Exposition de 2005 à Aichi, il avait fallu 17 jours après l'ouverture pour atteindre le million de visiteurs. Toutefois, ces chiffres restent en deçà des prévisions initiales, qui tablaient sur un total de 28 millions de visiteurs en 6 mois, soit environ 150 000 par jour. L'Association japonaise pour l'Exposition universelle de 2025 reste néanmoins optimiste et affirme que l'expérience acquise par le personnel d'accueil permettra progressivement de réduire les files d'attente observées depuis l'ouverture. Le pavillon France a été inauguré par Laurent Saint-Martin, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et des Français de l'étranger, en présence des parrains Teddy Riner et Sophie Marceau. Placé sous le thème de « L'Hymne à l'amour », il a accueilli près d'un visiteur sur quatre de l'Exposition depuis son ouverture. The Mainichi, The Asahi Shimbun

Le projet de loi sur l'intelligence artificielle a été adopté en première lecture par la Chambre basse du Parlement japonais. Première loi d'envergure japonaise dans ce domaine, le texte doit positionner le Japon comme « le pays le plus favorable à l'IA au monde ». Il devrait être rapidement adopté par la Chambre haute, également contrôlée par la coalition au pouvoir. Intitulé « projet de loi sur la promotion, la recherche et développement, et l'utilisation des technologies liées à l'IA », il a pour objectif de stimuler les investissements dans ce secteur. Le Japon reste en effet l'un des pays de l'OCDE aux plus faibles niveaux d'investissement privé dans l'IA (5,89 Mds USD entre 2013 et 2024, contre 470,9 Mds pour les États-Unis). Ce constat est frappant alors que le groupe japonais SoftBank a annoncé, en janvier 2025, aux côtés d'Open AI un investissement de 500 Mds USD aux États-Unis sur les quatre prochaines années. Le projet de loi ne prévoit pas de véritable régulation ni de sanctions, mais permet au gouvernement, lorsque l'IA présente des risques pour les droits et les intérêts de ses citoyens, de mettre en œuvre « les mesures nécessaires, y compris des orientations, des conseils, la fourniture d'informations et d'autres mesures appropriées ». Il prévoit

la création d'une structure gouvernementale de pilotage nommée « *AI Strategic Headquarters* », placée sous l'autorité du Premier ministre japonais (*Cabinet Office*) afin d'exercer un rôle de pilotage stratégique transversal (formulation d'un « *AI Basic Plan* »), de coordonner le soutien public en matière de R&D en faveur de l'IA et de favoriser la coopération entre le gouvernement, les collectivités locales et les autres acteurs publics compétents dans ce domaine tel l'Agence du numérique. Nikkei Asia

Corée du Sud

Politiques économiques

L'économie sud-coréenne continue de marquer le pas, tandis que les incertitudes extérieures s'amplifient. Au premier trimestre 2025, le PIB coréen s'est contracté de 0,2 %, en dessous des prévisions des économistes qui anticipaient une légère croissance à 0,1 %. Avec un quatrième trimestre consécutif de croissance inférieure à 0,1 %, la Corée enregistre une croissance annuelle quasi nulle, une situation jamais observée, y compris lors des crises de 1997 ou 2008. Cet affaiblissement prolongé de l'économie, alimenté par une demande intérieure atone (notamment en lien avec la crise politique intérieure), intervient alors que les répercussions des tensions commerciales ne se font pas encore pleinement sentir. Déjà pénalisée par les droits sur l'acier, l'industrie sud-coréenne fait désormais face aux nouvelles mesures tarifaires américaines : droits sur le secteur automobile de 25 % et tarifs réciproques de 25 % (finalement abaissés à 10 % pendant 90 jours, avec l'exclusion de certains produits électroniques). Face à cette situation, les autorités coréennes ont déployé un important dispositif d'aide aux filières touchées (renforcement des aides aux secteurs de l'automobile et des semi-conducteurs, augmentation des financements à l'exportation). Malgré le soutien gouvernemental, l'impact sur l'économie coréenne est jugé inévitable par plusieurs observateurs. Dans son dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, le FMI a abaissé sa prévision de croissance pour la Corée à 1,0 %, contre 2,0 % en janvier, soit la révision la plus marquée parmi les économies avancées. Reuters, The Chosun Daily, KED Global, Korea Times

Entretien clé entre le gouvernement coréen par intérim et l'administration américaine. Au cours des dernières semaines, plusieurs responsables politiques coréens se sont rendus à Washington dans l'espoir d'obtenir des allègements tarifaires. Parmi ces démarches, une réunion ministérielle au format « 2+2 » s'est tenue le 24 avril, réunissant les ministres coréens des Finances (Choi Sang-mok) et du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie (Ahn Duk-

geun) avec leurs homologues américains, le secrétaire au Trésor Scott Bessent et le représentant au Commerce Jamieson Greer. À l'issue de cette rencontre, les deux parties sont convenues d'élaborer d'ici au 8 juillet un accord, baptisé « *July package* », articulé autour de quatre axes : mesures tarifaires et non tarifaires, sécurité économique, coopération en matière d'investissement et politique monétaire. Parallèlement aux discussions bilatérales avec les États-Unis, la Corée a renforcé le dialogue avec d'autres partenaires, à l'image de la récente réunion Chine-Japon-Corée des ministres du Commerce. Cette volonté de coordonner la réponse face aux tensions commerciales s'est également traduite par une rencontre entre le ministre coréen des Affaires étrangères et son homologue vietnamien, le Vietnam constituant une base de production stratégique de groupes comme Samsung ou SK Hynix. Korea Times, CNN, The Korea Herald

Les terres rares deviennent un nouveau terrain de tensions entre la Chine et la Corée du Sud. Selon plusieurs médias sud-coréens et internationaux, la Chine aurait récemment demandé à la Corée du Sud de restreindre l'exportation vers les États-Unis de biens contenant des terres rares d'origine chinoise, en particulier ceux destinés à l'industrie de la défense. Cette demande, non confirmée officiellement, viserait à empêcher que des matériaux stratégiques extraits et raffinés en Chine soient utilisés dans la production de missiles ou de véhicules militaires américains. Dans la foulée, Pékin aurait également imposé une interdiction ciblée sur certains produits sud-coréens à destination des États-Unis, lorsqu'ils intègrent des composants contenant ces métaux. Les terres rares sont des éléments cruciaux pour de nombreuses technologies de pointe, allant des véhicules électriques aux radars militaires, et la Chine contrôle une large part des capacités mondiales de production et de raffinage. Cette pression exercée sur Séoul illustrerait, selon la presse, la volonté de Pékin d'utiliser sa position comme levier géopolitique, en particulier dans le cadre de la rivalité sino-américaine. Reuters, Korea Herald, Korea Economic Daily

Entreprises

SK conforte son avance sur Samsung dans les semi-conducteurs pour l'intelligence artificielle. Dans la lignée de ses bons résultats de la fin d'année 2024 (bénéfice record de 5,6 Mds USD au T4), SK Hynix, filiale semi-conducteurs du conglomérat SK, est devenue au T1 2025 le premier fournisseur mondial de puces mémoire DRAM, utilisées pour le stockage d'informations. Selon l'institut *Counterpoint Research*, SK a capté 36 % de parts de marché mondiales, détrônant ainsi Samsung (34 %) pour la première fois de son histoire, l'américain Micron arrivant en 3e position (25 %). Cette performance est notamment liée à sa spécialisation dans la sous-catégorie des puces HBM (*High Bandwidth Memory*), qui offrent des

performances supérieures aux DRAM standards en matière de traitement de données et qui sont par conséquent très utilisées dans les systèmes d'intelligence artificielle. En 2024, les ventes de HBM ont ainsi représenté 40 % du chiffre d'affaires DRAM de SK Hynix, contribuant au doublement de son chiffre d'affaires annuel (49 Mds USD). De plus, le positionnement de SK Hynix dans la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle est renforcé par son statut de premier fournisseur de Nvidia, leader mondial des ventes de semi-conducteurs et spécialisé dans les processeurs d'IA. Pour conserver cette dynamique de croissance, le groupe souhaite renforcer sa coopération avec des acteurs positionnés sur d'autres segments des puces d'IA, à l'image de la visite du PDG à Taïwan le 11 avril pour rencontrer le fondeur TSMC. Yonhap News Agency, KED Global, Businesskorea, KED Global

Les entreprises sud-coréennes se préparent à revenir en Russie. Plusieurs groupes industriels majeurs de Corée du Sud, dont Hyundai Motor Group, Kia et LG Electronics, prévoient de relancer partiellement leurs activités en Russie, suspendues depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022. Hyundai et Kia, qui détenaient avant la guerre une part significative du marché automobile russe, évaluent actuellement les modalités d'un redémarrage de la production et de la distribution locales. En décembre 2023, Hyundai avait vendu son usine de Saint-Pétersbourg à la société russe Art-Finance pour 10 000 roubles, soit une centaine d'euros avec une option permettant au constructeur automobile de racheter l'usine dans les deux ans suivant la vente initiale. LG Electronics, de son côté, a déjà remis en service une usine d'électroménager dans la région, marquant un premier geste concret vers la reprise. Cette volonté de retour s'inscrit dans une stratégie de diversification des débouchés, rendue urgente par le ralentissement des ventes en Europe et les tensions commerciales avec les États-Unis, notamment les droits de douane imposés sur les véhicules coréens. L'Inde est également identifiée comme un marché de croissance prioritaire, complémentaire à la Russie dans cette stratégie hors Occident. Korea Times, Korea Economic Daily, Maeil Business

Hyundai renforce sa présence aux États-Unis malgré les tensions commerciales. Le conglomérat sud-coréen Hyundai Motor Group a annoncé un plan ambitieux d'investissements à hauteur de 21 Mds USD aux États-Unis d'ici 2026. Ces investissements seront répartis entre la production de véhicules électriques, la production d'acier, la recherche-développement, la modernisation d'usines et l'implantation de nouvelles infrastructures, notamment en Géorgie. En soutien à cette stratégie, le coréen POSCO, 7e sidérurgiste mondial, prévoit de co-investir dans l'usine sidérurgique de Hyundai en Louisiane. Cette approche intégrée de Hyundai vise à sécuriser l'approvisionnement, renforcer l'empreinte locale du groupe et s'aligner avec les politiques industrielles américaines qui favorisent la production domestique. Le groupe cherche également à surmonter

les effets des mesures tarifaires imposées par Washington sur les voitures importées, annoncées quelques jours plus tard. Dans ce cadre, Hyundai a également décidé de maintenir les prix de ses modèles inchangés aux États-Unis jusqu'à début juin, espérant des aménagements sur les droits de douanes américains. Ce choix stratégique s'accompagne d'un contexte difficile en Corée du Sud : la demande domestique en véhicules électriques recule, poussant Hyundai à suspendre temporairement une partie de la production nationale. Korea Economic Daily, Yonhap, Reuters.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr